

Art. 5. Le rapport d'activités contiendra au minimum les points suivants :

1° une description de la philosophie et des objectifs du projet et une description et une argumentation des éventuelles modifications qui ont été apportées en cours de projet;

2° les réalisations du projet;

3° un aperçu de la présence aux congrès, formations, ...;

4° une description de la manière dont le projet se fait connaître sur le plan interne (au sein des institutions) et éventuellement sur le plan externe (notamment vis-à-vis d'autres institutions);

5° une description détaillée du personnel, reprenant au moins les points suivants :

a. formation;

b. type de contrat;

c. ancienneté;

d. qualifications pertinentes;

6° un bilan financier : frais de personnel et autres engagés dans le cadre de ce projet;

7° des recommandations stratégiques;

8° un résumé des points ci-dessus.

Art. 6. La ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Art. 5. Het activiteitenrapport omvat minstens de volgende punten :

1° een beschrijving van de filosofie en de doelstellingen van het project, en een beschrijving en argumentering van eventuele wijzingen hiervan in de loop van het project;

2° de realisaties van het project;

3° een overzicht van bijgewoonde congressen, vormingen, opleidingen, ...;

4° een beschrijving van de manier waarop het project zich intern (in de instellingen) en eventueel extern (onder andere naar andere instellingen) bekend maakt;

5° een gedetailleerde beschrijving van het personeel, met minstens volgende punten :

a. opleiding;

b. soort overeenkomst;

c. anciënniteit;

d. relevante kwalificaties;

6° een financiële balans : personeels- en andere kosten gedaan in het kader van dit project;

7° beleidsaanbevelingen;

8° een samenvatting van bovenstaande punten.

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2015/11234]

11 JUIJN 2015. — Arrêté royal fixant les conditions et les modalités de gestion du droit de suite visée aux articles XI.177 et XI.178 du Code de droit économique

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, les articles XI.177 et XI.178;

Vu l'arrêté royal du 2 août 2007 portant exécution de la loi du 4 décembre 2006 transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 septembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2015;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions;

Vu l'avis 57.355/2 du Conseil d'État, donné le 27 avril 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'article XI.178, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du Code de droit économique, dispose :

« Pour les ventes effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, les professionnels du marché de l'art intervenant dans la vente à titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires, l'officier public et le vendeur sont solidairement tenus de notifier la vente dans le mois de celle-ci à la plateforme unique. Ils sont également solidairement tenus de payer via la plateforme unique les droits dus dans un délai de deux mois suivant la notification.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2015/11234]

11 JUNI 2015. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het beheer van het volgrecht bepaald in de artikelen XI.177 en XI.178 van het Wetboek van economisch recht

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikelen XI.177 en XI.178;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 2007 tot uitvoering van de wet van 4 december 2006 houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 24 september 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 16 februari 2015;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 57.355/2 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat artikel XI.178, § 1, eerste en tweede lid, van het Wetboek van economisch recht, bepaalt:

“Voor de doorverkopen die plaatsvinden in het kader van een openbare veiling zijn de actoren uit de professionele kunsthandel die bij de doorverkoop betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon, de openbare ambtenaar, en de verkoper hoofdelijk verplicht, het uniek platform binnen een maand na de verkoop in kennis te stellen van de verkoop. Zij zijn tevens hoofdelijk verplicht de verschuldigde rechten binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving te betalen via het uniek platform.

Pour les reventes qui ne sont pas effectuées dans le cadre d'une vente aux enchères publiques, y compris les ventes ayant donné lieu à l'application de l'article XI.175, § 2, les professionnels du marché de l'art intervenant dans la revente à titre de vendeurs, d'acheteurs ou d'intermédiaires et le vendeur sont solidairement tenus de notifier la vente dans le délai et de la manière fixée par le Roi à la plateforme unique. Ils sont également solidairement tenus de payer via la plateforme unique les droits dus dans un délai de deux mois suivant la notification »;

Considérant que les articles XI.177 et XI.178 du Code de droit économique prévoient la mise en place d'une plate-forme unique pour la gestion du droit de suite;

Considérant que les sociétés de gestion qui gèrent la plate-forme unique doivent respecter le cadre législatif et réglementaire en vigueur, et en particulier le livre XI du Code de droit économique; que les actions de la plate-forme unique sont attribuables aux sociétés de gestion qui créent et gèrent la plate-forme unique; qu'ainsi, à titre d'exemple, la perception du droit de suite par la plate-forme unique doit être assimilée à la perception par les sociétés de gestion gérant ladite plate-forme unique en ce qui concerne le délai de répartition visé à l'article XI.252, § 2;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La gestion de la plate-forme unique pour le droit de suite par les sociétés de gestion conformément à l'article XI.177, § 2, alinéa 1^{er}, du Code de droit économique comprend notamment la gestion organisationnelle, comptable et administrative de cette plate-forme unique.

La gestion et l'organisation de la plate-forme unique pour le droit de suite garantit que cette plate-forme est en permanence en mesure de recevoir :

1° les déclarations de revente, visées à l'article XI.178, § 1^{er}, du Code de droit économique, notamment celles qui sont faites de manière électronique, visées à l'article XI.178, § 1^{er}, alinéa 3;

2° les paiements du droit de suite.

Art. 2. La plate-forme unique est représentative de tous les titulaires du droit de suite et garantit une gestion équitable et non discriminatoire du droit de suite tant à l'égard des ayants droit qui ont confié contractuellement la gestion de leur droit de suite aux sociétés de gestion qui gèrent la plate-forme unique qu'à l'égard de ceux qui ne leur ont pas contractuellement confié une telle gestion.

La plate-forme unique prend les mesures nécessaires afin d'informer de manière diligente les ayants droit des droits de suite gérés pour leur compte.

La plate-forme unique répartit, de façon équitable et non-discriminatoire, le droit de suite entre les ayants droit qui ont confié contractuellement la gestion de leur droit de suite aux sociétés de gestion qui gèrent la plate-forme unique et ceux qui ne leur ont pas contractuellement confié une telle gestion.

Art. 3. § 1^{er}. Les professionnels du marché de l'art notifient tous les trois mois, au plus tard le vingtième jour suivant chaque trimestre civil, les reventes visées à l'article XI.178, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de droit économique.

§ 2. La notification prévue au § 1^{er} ainsi qu'à l'article XI.178, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, du Code de droit économique, doit être faite à la plate-forme unique visée à l'article 1^{er}, au moyen d'une déclaration contenant les données suivantes :

1° les données d'identification du professionnel du marché de l'art, telles que le nom, l'adresse et le numéro d'entreprise, ainsi que le nom et la qualité de la personne chargée de la communication des informations;

2° le titre de l'œuvre d'art;

3° le nom de l'auteur ou son pseudonyme, et si possible, sa nationalité;

4° la date de la revente;

5° le cas échéant, l'indication qu'il s'agit d'une vente visée à l'article XI.175, § 2, du Code de droit économique, et dans ce cas, la date d'achat de l'œuvre et l'identité de son vendeur;

6° le prix de vente, hors T.V.A.

Voor de doorverkopen die niet plaatsvinden in het kader van een openbare veiling, met inbegrip van de verkopen die aanleiding hebben gegeven tot de toepassing van artikel XI.175, § 2, zijn de actoren uit de professionele kunsthandel die bij de doorverkoop betrokken zijn als verkoper, koper, of tussenpersoon, en de verkoper hoofdelijk verplicht het uniek platform binnen de termijn en op de wijze bepaald door de Koning in kennis te stellen van die verkoop. Zij zijn tevens hoofdelijk verplicht de verschuldigde rechten binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving te betalen via het uniek platform.”;

Overwegende dat de artikelen XI.177 en XI.178 van het Wetboek van economisch recht voorzien in het oprichten van een uniek platform voor het beheer van het volgrecht;

Overwegende dat de beheersvennootschappen die het uniek platform beheren het geldende wetgevende en reglementaire kader, en in het bijzonder boek XI van het Wetboek van economisch recht moeten naleven; dat de handelingen van het uniek platform toerekenbaar zijn aan de beheersvennootschappen die het uniek platform oprichten en beheren; dat derhalve bij wijze van voorbeeld de inning van de volgrechten door het uniek platform moet gelijkgesteld worden met de inning door de beheersvennootschappen die voormeld uniek platform beheren voor wat betreft de verdelingstermijn bepaald in artikel XI.252, § 2;

Op de voordracht van de Minister van Economie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het beheer van het uniek platform voor het volgrecht door de beheersvennootschappen overeenkomstig artikel XI.177, § 2, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht omvat onder meer het organisatorische, boekhoudkundige en administratieve beheer van dit uniek platform.

Het beheer en de organisatie van het uniek platform voor het volgrecht waarborgen dat dit platform voortdurend in staat is om te ontvangen:

1° de kennisgevingen van de doorverkopen bepaald in artikel XI.178, § 1, van het Wetboek van economisch recht, en met name deze die op elektronische wijze zijn gedaan, bedoeld in artikel XI.178, § 1, derde lid;

2° de betalingen van het volgrecht.

Art. 2. Het uniek platform is representatief voor alle houders van het volgrecht en waarborgt een billijk en niet-discriminatoire beheer van het volgrecht zowel ten aanzien van de rechthebbenden die het beheer van hun volgrecht contractueel hebben overgedragen aan de beheersvennootschappen die het uniek platform beheren, als ten aanzien van diegenen die hen hun beheer niet contractueel hebben overgedragen.

Het uniek platform neemt de nodige maatregelen om de rechthebbenden op zorgvuldige wijze te informeren over de voor hun rekening behoorde volgrechten.

Het uniek platform verdeelt op billijke en niet-discriminatoire wijze het volgrecht tussen de rechthebbenden die het beheer van hun volgrecht contractueel hebben overgedragen aan de beheersvennootschappen die het uniek platform beheren en diegenen die hen hun beheer niet contractueel hebben overgedragen.

Art. 3. § 1. De actoren uit de professionele kunsthandel doen om de drie maanden, uiterlijk de twintigste dag na ieder kalenderkwartaal, kennisgeving van de in artikel XI.178, § 1, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht bedoelde doorverkopen.

§ 2. De in § 1 bepaalde kennisgeving, alsook de in artikel XI.178, § 1, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht bepaalde kennisgeving geschiedt aan het uniek platform, bedoeld in artikel 1, door middel van een aangifte met volgende gegevens :

1° de identificatiegegevens van de actor uit de professionele kunsthandel, zoals de naam, het adres en het ondernemingsnummer, alsook de naam en de hoedanigheid van de persoon die belast is met de mededeling van de inlichtingen;

2° de titel van het kunstwerk;

3° de naam van de auteur of zijn pseudoniem, en indien mogelijk zijn nationaliteit;

4° de datum van de doorverkoop;

5° in voorkomend geval de vermelding of het een verkoop bedoeld in artikel XI.175, § 2, van het Wetboek van economisch recht betreft, en in dit geval de datum van aankoop van het werk en de identiteit van de verkoper ervan;

6° de verkoopprijs exclusief btw.

Le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions peut prévoir des mentions supplémentaires ou adapter ou supprimer des mentions, si cela est utile à la perception et à la répartition du droit de suite.

La plate-forme unique garantit un accès facile aux formulaires ou autres moyens de déclaration, sans engendrer des coûts déraisonnables à charge des personnes visées à l'article XI.178, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 du Code de droit économique.

§ 3. Les déclarations électroniques, visées à l'article XI.178, § 1^{er}, du Code de droit économique, sont faites via un système mis en place par la plate-forme unique garantissant l'intégrité des données communiquées et le respect de la protection de la vie privée tant des usagers que des ayants-droit.

Art. 4. § 1^{er}. Les sociétés de gestion gérant la plate-forme unique ouvrent un compte commun auprès d'une institution financière sur lequel les sommes visées à l'article XI.178, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du Code de droit économique sont versées.

§ 2. Au plus tard trois mois après chaque notification visée à l'article 3, § 2, la plate-forme unique visée à l'article 1^{er}, publie sur son site web, la liste des œuvres ayant fait l'objet d'une notification de revente, ainsi que la date de la revente et la date de la notification de la revente à la plate-forme unique.

§ 3. A l'expiration du délai de prescription défini à l'article XI.178, § 2, du Code de droit économique, les sociétés de gestion gérant la plate-forme unique se répartissent entre elles les sommes versées sur le compte commun, proportionnellement au montant des droits de suite que chacune d'entre elles a reçu de la plate-forme unique, au cours du cinquième exercice avant l'exercice au cours duquel le délai de prescription a expiré.

Après la répartition visée à l'alinéa précédent, les sommes sont redistribuées aux ayants droit, conformément aux règles prévues à l'article XI.264 du Code de droit économique.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque l'auteur n'a pas confié la gestion de ses droits à une société de gestion, la plate-forme unique, visée à l'article 1^{er}, est réputée être chargée de gérer le droit à l'information visé à l'article XI.178, § 4, du Code de droit économique.

Les mêmes droits et obligations relatifs au droit à l'information sont d'application aux ayants droit qui ont confié contractuellement la gestion de leur droit de suite aux sociétés de gestion qui gèrent la plate-forme unique qu'à ceux qui ne leur ont pas contractuellement confié une telle gestion.

§ 2. La plate-forme unique exerce le droit d'information visé à l'article XI.178, § 4, alinéa 1^{er}, vis-à-vis des professionnels du marché de l'art, au moyen d'une demande d'information mentionnant ce qui suit :

1° le fondement juridique de la demande;

2° les données demandées;

3° les motifs et l'objet de la demande;

4° le délai dans lequel les données doivent être communiquées, lequel est au minimum de vingt jours ouvrables, à compter de la réception de la demande, sans excéder un délai raisonnable.

Les ayants droit exercent le droit d'information visé à l'article XI.178, § 4, alinéa 2, vis-à-vis de la plateforme unique, au moyen d'une demande d'informations mentionnant les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, sans préjudice de dispositions plus favorables des statuts ou règlements des sociétés de gestion collective qui gèrent la plate-forme unique.

De minister bevoegd voor het auteursrecht kan in bijkomende vermeldingen voorzien, of vermeldingen aanpassen of schrappen, ingeval dat nuttig is voor de inning en verdeling van het volgrecht.

Het uniek platform biedt een makkelijke toegang tot formulieren of andere kennisgevingsmiddelen, zonder onredelijke kosten teweeg te brengen voor de personen bedoeld in artikel XI.178, § 1, eerste en tweede lid van het Wetboek van economisch recht.

§ 3. De in artikel XI.178, § 1, van het Wetboek van economisch recht, bedoelde elektronische kennisgevingen worden gedaan via een systeem door het uniek platform uitgewerkt dat de integriteit van de meegedeelde gegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zowel van de gebruikers als van de rechthebbenden, waarborgt.

Art. 4. § 1. De beheersvennootschappen die het uniek platform beheren openen een gemeenschappelijke rekening bij een financiële instelling, waarop de bedragen bepaald in artikel XI.178, § 1, eerste en tweede lid, van het Wetboek van economisch recht worden gestort.

§ 2. Ten laatste drie maanden na elke in artikel 3, § 2, bedoelde kennisgeving maakt het in artikel 1 bedoelde uniek platform op zijn website de lijst bekend van de werken die aanleiding hebben gegeven tot een kennisgeving van een doorverkoop, evenals de datum van de doorverkoop en de datum van de kennisgeving van de doorverkoop aan het uniek platform.

§ 3. Bij het verstrijken van de verjaringstermijn bepaald in artikel XI.178, § 2, van het Wetboek van economisch recht, verdelen de beheersvennootschappen die het uniek platform beheren de op de gemeenschappelijke rekening gestorte bedragen onder elkaar in verhouding tot het bedrag aan volgrechten dat elk van hen heeft ontvangen van het uniek platform tijdens het vijfde boekjaar voorafgaand aan het boekjaar waarin de verjaringstermijn verstreken is.

Na de verdeling bepaald in het vorige lid worden de bedragen overeenkomstig de regels bepaald in artikel XI.264 van het Wetboek van economisch recht, onder de rechthebbenden herverdeeld.

Art. 5. § 1. Indien de auteur het beheer van zijn rechten niet aan een beheersvennootschap heeft opgedragen, wordt het in artikel 1 bedoelde uniek platform geacht te zijn belast met het beheer van het in artikel XI.178, § 4, van het Wetboek van economisch recht bedoelde recht op inlichtingen.

Dezelfde rechten en plichten met betrekking tot het recht op inlichtingen gelden voor de rechthebbenden die het beheer van hun volgrecht contractueel aan de beheersvennootschappen die het uniek platform beheren, hebben toevertrouwd als voor diegenen die hen hun beheer niet contractueel hebben toevertrouwd.

§ 2. Het uniek platform oefent het in artikel XI.178, § 4, eerste lid, bedoelde recht op inlichtingen ten aanzien van de actoren uit de professionele kunsthandel uit door middel van een verzoek om inlichtingen, dat het volgende vermeldt :

1° de rechtsgrond van het verzoek;

2° de gevraagde gegevens;

3° de redenen en het doel van het verzoek;

4° de termijn binnen dewelke de gegevens moeten worden meegeedeeld, die minimum twintig werkdagen bedraagt te rekenen van de ontvangst van het verzoek zonder een redelijke termijn te overschrijden.

De rechthebbenden oefenen het in artikel XI.178, § 4, tweede lid, bedoelde recht op inlichtingen ten aanzien van het uniek platform uit door middel van een verzoek om inlichtingen, dat de in het eerste lid, 1° tot 4° bepaalde gegevens vermeldt, onverminderd gunstigere bepalingen in de statuten of regels van de beheersvennootschappen die het uniek platform beheren.

§ 3. Le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions peut déterminer le nombre et la fréquence des demandes, de sorte qu'elles ne gênent pas plus que nécessaire les activités des personnes interrogées.

§ 4. Les données obtenues en réponse à une demande ne peuvent pas être utilisées à des fins ou pour des raisons autres que la perception et la répartition du droit de suite.

Art. 6. L'arrêté royal du 2 août 2007 portant exécution de la loi du 4 décembre 2006 transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Art. 8. Le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

§ 3. De minister bevoegd voor het auteursrecht kan het aantal en de frequentie van de verzoeken op zodanige wijze bepalen dat zij de activiteiten van de ondervraagde personen niet meer dan nodig hinderen.

§ 4. De gegevens verkregen als antwoord op een verzoek mogen niet voor andere doeleinden of om andere redenen worden aangewend dan voor de inning en verdeling van het volrecht.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 2 augustus 2007 tot uitvoering van de wet van 4 december 2006 houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2015.

Art. 8. De minister bevoegd voor het auteursrecht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 2015.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Economie,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE, ECONOMIE SOCIALE ET POLITIQUE DES GRANDES VILLES

[C – 2015/11220]

7 MAI 2015. — Arrêté royal visant l'octroi de subventions par l'Agence fédérale pour l'Accueil des demandeurs d'Asile dans le cadre de la coordination du "Retour volontaire assisté" – partie 3

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, les articles 54 à 61;

Vu la loi du 19 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses pour 2015;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mars 2015;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration chargé de la Simplification administrative,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Agence fédérale pour l'Accueil des demandeurs d'Asile octroie pour 2015 en plus des subsides octroyés dans l'arrêté royal Retour Volontaire du 29 mars 2015 la subvention suivante au partenaire suivant pour l'exécution de la coordination du « Retour volontaire assisté » :

Nom projet	Montant subside	Bénéficiaire	Naam project	Bedrag subsidie	Begunstigde
My Future	100.024 EUR	Sint-Clara college Arendonk	My Future	100.024 EUR	Sint-Clara college Arendonk

Art. 2. Les dépenses sont imputées au budget 2015 de l'Agence fédérale pour l'Accueil des demandeurs d'Asile à l'article budgétaire 533.04 "Retour Volontaire".

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING, SOCIALE ECONOMIE EN GROOTSTEDENBELEID

[C – 2015/11220]

7 MEI 2015. — Koninklijk besluit tot toekenning van subsidies door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers in het kader van de coördinatie van de "Vrijwillige begeleide terugkeer" – deel 3

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, de artikelen 54 tot 61;

Gelet op de wet van 19 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2015;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 2015;

Op de voordracht van de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers kent voor 2015 bovenop de subsidies toegekend in het koninklijk besluit Vrijwillige Terugkeer van 29 maart 2015 de volgende subsidie toe aan de volgende partner ter uitvoering van de coördinatie van de "Vrijwillige begeleide terugkeer" :

Art. 2. De uitgaven worden aangerekend op de begroting 2015 van het Federaal Agentschap voor de opvang van Asielzoekers op begrotingsartikel 533.04 "Vrijwillige Terugkeer".